

La Belgique réclame des progrès de gouvernance au Burundi

RTBF, 3 juillet 2012 Cinquante ans après son indépendance, la Belgique reste aux côtés du Burundi, un petit pays pauvre d'Afrique centrale sortant d'une longue guerre civile, mais souhaite que Bujumbura poursuive ses progrès en matière de démocratisation et de respect des droits de l'Homme, ont indiqué mardi les ministres belges des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement, Didier Reynders et Paul Mignette. "L'ambition de la Belgique, c'est de continuer à aider la population, mais de faire évoluer le pays vers un état de droit", a résumé le chef de la diplomatie belge lors d'un point de presse clôturant la visite du prince Philippe et de son épouse, la princesse Mathilde, à Bujumbura pour ce cinquantenaire.

Mais le chemin à parcourir est encore "assez long", a-t-il précisé, en citant parmi les progrès à réaliser la réconciliation, l'amélioration de la gouvernance - et donc la lutte contre la corruption - et l'organisation d'élections justes en 2015, après celles de 2010, boycottées par l'opposition et un "vrai multipartisme". "Il y a encore d'énormes efforts à faire", a renchéri Paul Mignette, en citant par exemple la poursuite des exécutions extra-judiciaires - 55 l'an dernier selon les Nations Unies, qui ont également mentionné des actes de torture et des restrictions des libertés civiles depuis les élections de 2010. Le ministre belge de la Coopération a ainsi assuré que l'octroi d'une tranche "incitative" de 50 millions d'euros d'aide supplémentaire au Burundi qu'il a récemment décidé n'était "pas un cadeau du 50^{ème} anniversaire", mais résultait d'une analyse approfondie des critères imposés par le Programme indicatif de Coopération (PIC) belgo-burundais 2010-2013. Journaliste condamné Didier Reynders a également dit avoir abordé avec le président Pierre Nkurunziza et le second vice-président Gervais Ruyikiri le cas du journaliste Hassan Ruvakuki, condamné le 21 juin dernier, ainsi que treize de ses co-accusés, à la prison à perpétuité mercredi par le tribunal de Cankuzo (est), pour "actes de terrorisme" à la suite d'une attaque perpétrée en novembre dernier. Correspondant de Radio France Internationale (RFI) en swahili et également employé de la radio privée Bonsha FM, Hassan Ruvakuki est accusé d'avoir, avec trois autres personnes, organisé une attaque qui avait fait plusieurs dizaines de morts le 21 novembre dernier et d'en avoir ensuite assuré la publicité. Didier Reynders a souhaité que Hassan Ruvakuki puisse être jugé en appel lors d'un procès que la société civile et la presse soient autorisées à suivre. Plus tard dans la journée, le prince Philippe et la princesse Mathilde avaient visité trois projets de développement soutenus par la Belgique au Burundi, touchant ainsi la réalité de ce pays, l'un des plus pauvres de la planète. Village Imuhira Après un programme officiel - une audience auprès du président Nkurunziza et un entretien avec M. Ruyikiri -, ils se sont rendus à Rutegama (centre du Burundi), à une septantaine de kilomètres de Bujumbura, où différentes ONG belge, suisse et burundaise appuient le projet du village Imuhira ("maison" en kirundi, la langue locale) de développement intégré, avec l'aide de la Coopération belge. Ce projet cible les plus démunis et plus particulièrement les enfants, les orphelins, les jeunes déscolarisés mais aussi les adultes en situation précaire, ont indiqué ses promoteurs. Le couple princier a ainsi inauguré un centre de production et de formation agro-silvo pastoral qui se charge notamment de l'amélioration de la race locale de vaches, financé par la Belgique à hauteur de près de 200 000 euros. "Les trois piliers de notre coopération (l'éducation, la santé et l'agriculture) sont ici représentés", a souligné le ministre de la Coopération au Développement, Paul Mignette, qui accompagnait le couple princier, tout comme son collègue des Affaires Étrangères, Didier Reynders. Les ducs de Brabant ont ensuite regagné la capitale burundaise, Bujumbura, pour rencontrer des associations féminines s'occupant des droits des femmes et de la lutte contre les violences faites aux femmes. Ils ont enfin visité un projet de pavage des routes qui vise à remettre en état le réseau routier de la ville de manière durable tout en occupant une abondante main d'œuvre dans un pays connaissant un taux de chômage élevé. La Coopération technique belge (CTB) y consacre quelque 18 millions d'euros. Belga